

879. - Odessa, 12. October 1828.

X

2

Monsieur le Comte,

P

Permettez moi d'exprimer à Votre Excellence, combien j'ai été flatté de la manière, dont Vous avez bien voulu accueillir le premier rapport que j'ai eu l'honneur de Vous adresser, du Camp d'Okhakal-kalak. Je suis pleinement persuadé, que, si Sa Majesté, notre Auguste Souverain, a daigné honorer de son attention le contenu de ma Dépêche, c'est à la manière bienveillante dont Vous avez eu la bonté de la porter à Sa connaissance, que j'en suis exclusivement redorable. —



P

Je n'étais pas encore entièrement remis de ma maladie, quand des nouvelles de la Perse me parvinrent, concernant une insurrection

2

A. G. Ex. M<sup>e</sup> le Comte de Nesselrode. —

dans le Khorassan, dont les suites peuvent compromettre la sûreté de tout le Royaume. Les détails de cet événement, dans le temps où je me trouvais à Tiflis, ne m'étaient pas encore très connus; notre Consul en Perse ne m'en instruisit que vaguement, et, c'est pour m'assurer de tout ce qui a rapport à un objet aussi grave dans ses conséquences, que je précipitai mon départ, le Général Sipiagin ayant eu l'attention de me pourvoir d'un médecin, indispensable dans l'état de convalescence où je me trouvais.

J'ai eu depuis des données plus précises sur l'événement en question. Raja Kouli Khan, de la tribu des Kotschan, a ouvertement arboré l'étendard de la révolte et, profitant de l'absence du Prince Hassan Ali, Gouverneur en Chef du pays, il fit prisonnier son fils et s'empara de la ville et de

la citadelle de Mesched, métropole de la Province. Des troubles aussi sérieux n'avaient pas éclaté en Perse depuis plus de 20 ans, aussi la Cour de Téhéran en a-t-elle été vivement effrayée; on dit même que le Schah a quitté sa Capitale, pour aller apaiser en personne une révolte dont l'origine s'est manifestée par des faits aussi alarmans. Le ci-devant Ghardar d'Eivan aura le commandement en Chef, sous les ordres immédiats du Schah, et tous les Schah-Zades sont invités à donner le contingent de ce qu'ils peuvent fournir, pour le renfort de l'armée destinée à réprimer la révolte. Abbas Mirza, depuis longtemps en concurrence avec son frère, le Gouverneur du Khorassan, n'est nullement intentionné de le soutenir et, prétextant le paiement de la somme qui nous est due, il prolonge son séjour à Hamadan.

d'où il m'a déjà adressé plusieurs lettres très flatteuses; il m'assure, qu'à mon arrivée à Tauris, il s'y rendra incessamment. Un bruit circule et s'accrédite de plus en plus en Perse, concernant le caractère de duplicité que l'héritier du trône est supposé avoir maintenu à l'égard de sa Nation, durant la campagne de l'année passée. On l'accuse généralement de trahison envers sa Nation, et comme s'il eût voulu mériter par des concessions inouïes la protection spéciale de Sa Majesté l'Empereur. Ce qui paraîtra singulier à Votre Excellence, c'est la conduite d'Abbas-Mirza. Loin de s'affliger des soupçons aussi injurieux à son honneur, il semble s'y complaire, opposant à ses rivaux au trône l'assistance, en sa faveur, d'une grande puissance étrangère. Tu tiens cela des fils et du neveu de Mehmed-Khan,

8  
4

ci-devant Gouverneur d'Eivan, depuis plusieurs années attaché à la Cour du Schah, ainsi que de quelques Mollahs qui sont en correspondance avec l'entourage du Prince Royal.

Cela n'empêche pas du reste Abbas Mirza de tenir à notre égard une conduite peu franche. J'ai trouvé ici son Envoyé Mirza Djaffar, muni d'un Firman de Son Altesse, qui n'avait jamais été exhibé au Commandant en Chef, et en vertu duquel il est autorisé à seconder l'émigration des familles Musulmanes qui voudraient repasser d'ici en Perse. Mirza Djaffar, très exact à remplir la volonté de son Maître, et profitant de l'absence du Gouverneur de la Province a établi ici sa résidence, comme s'il en avait reçu le droit de la part de notre Gouvernement. Ses propos et l'objet de



sa mission hautement avouée, ont fait fermenter bien des têtes, car les autorités locales ne s'étaient pas d'abord douté du mal que cela pouvait produire, l'employé Persan se référant toujours à la tenue du traité, dont la police de la ville n'avait à peu près aucune connaissance. Cependant on finit par lui représenter le désordre qui s'en suivait parmi le peuple: je suis arrivé sur ces entrefaites. Informé à temps de ce qui se passait, je fis chercher l'employé Persan, et je lui relevai son inconduite avec les plus grands ménagements. Il essaya de me convaincre qu'il agissait en vertu du Traité, me montra un Plein pouvoir de son Maître, qui l'autorisait à cela, et ne se fit pas le moindre scrupule de m'objecter, comme un antécédent, l'exemple de nos propres officiers, les Colonels Lazareff, Argoutinsky

et autres, envoyés de la part de notre Gouvernement au mois d'Avril et de Mai, pour proclamer et protéger l'émigration de plusieurs villages, et même de Districts entiers, qui depuis ont effectivement passé chez nous. On aurait pu d'un coup d'autorité le faire partir de la ville; mais une discussion paisible et amicale m'a paru préférable pour sauver les dehors, et ne pas léser le Gouvernement Persan dans la personne de son Envoyé. J'employai l'argument qui me paraissait le plus approprié à la circonstance: c'est qu'il n'était pas revêtu d'aucun caractère officiel, ni reconnu par notre Cour, pas même par le Commandant en Chef du Caucase, à l'effet de résider à Erivan, et d'y vaquer aux affaires de son Maître. La dessus il a voulu que je lui écrivise un papier pour sa justification



à Tauris, quand il y serait revenu sans avoir terminé les commissions d'Abbas-Mirza. Je n'ai eu garde de lui refuser une demande aussi simple, et je crois qu'il quittera la ville demain, ou dans les quarante huit heures. Il y a ici encore deux autres Officiers d'Abbas-Mirza, qui sont venus, bien avant Mirza-Djaffar, dans le but de faire émigrer d'ici en Perse tous les habitants du Divalou; j'ai de même engagé la Régence de la Province d'Ervan de ne pas tolérer plus longtemps ni leur Mission, ni leur séjour ici, sous le prétexte très plausible, qu'il n'y a ici aucune Autorité compétente pour traiter de ces sortes d'affaires avec des Envoyés étrangers: on leur a déjà délivré leurs passeports.

Je me suis mis à tâche de rapporter tous ces détails à Votre Excellence, pour mettre au jour la

5  
6

véritable manière d'envisager toutes ces émigrations, ces faux-fuyants et toutes les déviations partielles au Traité, dont on a cru aussi s'avantage de notre côté, et qui ne peuvent tomber qu'à notre charge. Aux huit mille familles Arméniennes, récemment transplantées chez nous, on peut opposer, dans nos Provinces, une population Musulmane vingt fois plus forte, dont la fidélité a toujours été vacillante, et si une insinuation étrangère était un moment souffrte par nos autorités, nul doute, que toute la masse des Mahométans, opposés à notre croyance et à nos lois, s'ébranlerait pour aller chercher fortune dans un pays limitrophe, avec lequel elle sympathise et par les dogmes de la religion, et par ses usages.

C'est après-demain que je me remets en route. Une commission



de confiance, que le Général Comte d'Erivan m'a donnée, pour que je lui mette au clair la manière dont on gouverne le pays récemment conquis, ainsi que la façon dont on a usé pour coloniser les nouveaux-venus, et d'autres intérêts du même genre, m'ont retenu ici quelque deux jours de plus que je ne me l'étais d'abord proposé. Je ne crois pas que jusqu'à Tauris, j'ai encore l'occasion d'adresser un rapport à Votre Excellence.

Veuillez agréer les assurances de la respectueuse considération avec laquelle j'ai l'honneur d'être,

Monsieur le Comte,

de Votre Excellence

N° 50.

Erivan, —

le 23 Septembre

1828. —

F

Très humble et très obéissant serviteur

A. Dibayevof'